Le goulag numérique

Ou l'administration du camp du « socialisme réellement existant »

Notre liberté repose sur ce que les autres ignorent de notre existence.
Alexandre Soljénitsine

L'actualité s'accélère depuis la rentrée au sujet des *data centers*. Une dizaine de projets dans la région, des collectifs partout[1], un projet de loi « insoumis » visant à « garantir le développement de systèmes d'intelligence artificielle éthique » : entre le refus catégorique des centres de données et la promotion d'*une autre industrie numérique*, les revendications et stratégies se précisent. On n'avait pas connu pareille ébullition avec les *gigafactories*.
Depuis qu'Emmanuel Macron a ouvert en février 2025 la séquence des gros *data centers,* l'IA est l'objet de toutes les attentions, et les premières concertations publiques au sujet de « Campus IA », en Seine et Marne, nous permettent d'éclairer les forces en présence. Nous avions souligné lors du second Sommet de l'IA le consensus politique autour de l'intelligence artificielle[2] ; il faut désormais compter parmi ses promoteurs officiels les partisans d'une IA « éthique », « démocratique » sinon « socialiste ». Alors pour ne pas s'embrouiller d'épithètes trompeurs, et pour le plaisir des histoires extraordinaires, nous avons déterré la saga de la cybernétique socialiste soviétique. On y découvre combien le socialisme, cette « science de la société » (Liebknecht) qui devait remplacer « le gouvernement des hommes par l'administration des choses » (Engels), a été synonyme pendant vingt ans de cybernétique.

La machine à vapeur a remplacé le muscle de l'homme et l'ordinateur est en passe de remplacer son cerveau. C'est en substance la prédiction du mathématicien Norbert Wiener, inventeur de la cybernétique en 1948 – l'année où George Orwell écrit *1984*.
Pièces et main d'œuvre vient de livrer l'étude la plus complète et la plus critique de ses plus récents développements : *En Cybérie* (Service compris, 2026), signifiant que le monde réel se confond désormais avec le cyberespace : « L'infrastructure cybernétique désormais opérationnelle nous expulse de notre biotope humain, transformant notre espèce jusqu'en son for intérieur. Nous voici contraints à l'exil dans le monde-machine. »
La *Cybérie* est cet exil forcé que PMO explore depuis 25 ans suivant la méthode de l'enquête critique : d'abord les faits et leurs auteurs, collectés minutieusement, puis leur mise en perspective historique, enfin les enseignements généraux qu'on peut en tirer. Cette enquête sur la *Cybérie* décrit comment notre *goulag numérique* a resserré ses filets :

1° D'abord sur la société humaine, de plus en plus *informatisée* (transformée en *informations*), puisque la « cybernétique » théorisée par Norbert Wiener en 1948 fut d'abord, comme son étymologie l'indique, une science du *gouvernement*. Le développement conjoint des télécommunications et des machines à calculer les informations télé-communiquées, suggérait après-guerre qu'une « machine à gouverner » remplacerait un jour les « têtes et les appareils coutumiers de la politique »[3].

---

[1] « Méga data centers IA : la défiance monte à mesure que les projets s'accélèrent dans le Nord et le Pas-de-Calais », *La Voix du nord*, 23 octobre 2026.
[2] « Bienvenue à Start-up City », *Chez Renart*, juin 2026.
[3] Dominique Dubarle, « La manipulation mécanique des réactions humaines créera-t-elle un jour " le meilleur des mondes " ? », *Le Monde*, 28 décembre 1948.

2° Ensuite sur l'environnement physique, théorisé comme système cybernétique par des scientifiques « écosystémique » tels que Georges Hutchinson, les frères Odum, James Lovelock ou Edgar Morin[4] : « On peut se demander si les écosystèmes ne sont pas des sortes de *computers*, ordinateurs sauvages spontanément créés à partir des inter-computations entre les vivants[5] », que l'on pourrait piloter depuis un tableau de bord informatique, feint de se demander Morin. Les capteurs, GPS, puces RFID, caméras et satellites de la « planète intelligente » réalisent chaque jour le projet cybernétique.

3° Enfin sur le vivant lui-même, dont l'*information* essentielle, l'ADN, est désormais reprogrammable grâce aux outils de manipulation génétique type « ciseaux à ADN » et à l'intelligence artificielle générative. Les lauréats du Prix Nobel de chimie 2024, chercheurs au laboratoire AlphaFold de Google DeepMind (ConscienceProfonde), en témoignent :

> « Plutôt que de devoir accepter ce que la nature nous a donné ou ce que nous pouvons découvrir au hasard lors d'une expérience en laboratoire, nous pouvons contrôler et personnaliser avec une grande précision grâce à des systèmes d'I.A. [...] C'est vraiment au cœur de l'idée de faire passer la biologie d'une science d'observation à une science de l'ingénierie[6] », *dixit* un des physiciens de Google qui a mis au point le logiciel d'IA primé au Nobel, capable d'éditer des protéines inexistantes dans la nature[7].

Le « Protein designer » a depuis monté sa boîte afin de « mettre à la disposition de [ses] partenaires des outils d'IA générative révolutionnaires, leur offrant une maîtrise inédite de la biologie moléculaire : création de nouveaux anticorps, optimisation d'enzymes existantes et avancées en génie génétique. » Entre l'optimisation de la société et la recréation du vivant, il n'y a plus l'espace d'une virgule. L'homme, la société, la nature fusionnent avec la machine pour nous exiler en *Cybérie*. Tel est le propos général du livre.

Planète artificielle. Biologie artificielle. Intelligence artificielle. Aucune information livrée dans *En Cybérie* n'est vraiment inconnue de qui lit la presse même distraitement. C'est le récit du déferlement cybernétique qui frappe et permet son intelligibilité : l'I.A., générative ou non, dernière brique en date du projet cybernéticien, révèle un caractère brutal, massif, presque inéluctable, dont aucun « aménagement éthique » ne contredira l'ambition de contrôle total. Au contraire.

« L'éthique n'est pas un frein au développement,
elle en est le moteur. »

Le 11 février 2025 au milieu d'une centaine de délégations internationales réunies au Grand Palais – ce palais de l'Industrie construit en 1900 pour, déjà, accueillir l'Exposition universelle –, Emmanuel Macron annonce 109 milliards d'euros d'investissements dans l'intelligence artificielle dont un projet colossal de « Campus IA », en Seine et Marne : l'IA serait « une formidable révolution technologique et scientifique pour le progrès et au service du progrès », et nous devrons « clairement utiliser l'IA comme un accélérateur d'un tas d'innovations pour une meilleure vie ». Tout l'art tautologique du progrès est convoqué. « Campus IA » consommera 1,5 Gw d'électricité, soit la production d'un réacteur atomique,

[4]Cf. Thomas Jodarewski, *Deux écologies irréconciliables*, La Lenteur, 2026.
[5]E. Morin, « Pour une nouvelle conscience planétaire », *Le Monde diplomatique*, octobre 1989, cité par PMO, p.84.
[6]Cité par PMO, *En Cybérie*, Service compris, 2026, p. 124.
[7]Cf. « Nobel de chimie 2024 : l'intelligence artificielle encore à l'honneur », *Le Monde*, 9 octobre 2024.

or la France dispose d'une énergie nucléaire « pilotable, décarbonée », et abondante. Comment s'abstenir ?

La Commission nationale du débat public (CNDP) entame sa tournée de « débats citoyens » à l'automne 2025 au sujet de « Campus IA » et le député insoumis local Arnaud Saint-Martin saute sur l'occasion pour en accueillir un personnellement : six experts sont convoqués pour aider la population à « construire une expertise partagée basée sur des données consolidées en sciences sociales et en sciences du numérique[8] ».
Les lecteurs de PMO, Renart ici présent, et d'autres en France, refusant de parler ce langage mort de l'expertise, avaient joyeusement saboté en 2009/2010 chacun des débats de la CNDP au sujet des nanotechnologies. Toute une littérature dénonçant cette « démocratie technique » comme une vulgaire « opération d'acceptabilité[9] » est résumée dans *En Cybérie*. Puisse-t-elle contribuer au sabotage des prochains débats publics sur les *data centers*.

Arnaud Saint-Martin, le député « insoumis », ne sabote pas les débats pour la raison qu'une expertise collective inventera selon lui « une autre IA ». Il s'en explique à l'Assemblée nationale : « Un autre numérique est possible, planifié en fonction des besoins reconnus, sobre et démocratisé, qui permet aux utilisateurs d'avoir la main sur leurs données[10] ». Un autre industrialisme serait possible, écologique et citoyen, et Saint-Martin donne le ton de cette pseudo-contestation qui va pendant les deux mois du débat entourer « Campus IA » pour mieux sauver l'IA elle-même.

Data for Good par exemple, comme son nom l'indique : 8 salariés et « +7000 bénévoles de la tech » organisés en « contre-pouvoir tech citoyen ! »[11]. Financée par des fondations pro-technologie, l'association s'est permise d'émettre à l'égard de « Campus IA » un avis « très réservé ». Notamment pour la raison que « Même si la France possède une énergie nucléaire disponible et décarbonée, ça n'absout pas du tout ce projet de *data center* de toute vigilance environnementale et sociale[12] » - sur l'eau et l'artificialisation de terres agricoles notamment. L'association restera vigilante face à une IA au nucléaire Good for Data.

Autre exemple. L'association Le Nuage était sous nos pieds tient à interpeller sur la matérialité souterraine de l'IA : « En République Démocratique du Congo, au Soudan, au Chili, au Pérou, en Chine, [...] nous assistons à une nouvelle ruée minière sans précédent qui conduit inévitablement à la destruction des écosystèmes. » La solution : « la mise en place d'une législation rendant impossible tout projet ne cherchant pas activement à défaire les violences écologiques et sociales le long de cette chaîne de production, ou à minima un respect du devoir de vigilance. La BPI [Banque publique d'investissements] pourrait mettre en place une charte de "technologie éthique" rigoureuse. » Quelle idée. Le Nuage plongera ses bénévoles dans les veines de la terre pour appliquer le cahier des charges de la BPI.
Le Nuage ne souhaite pas l'arrêt du déferlement numérique dans nos vies, mais seulement « un moratoire national » sur les « *data centers* de grande taille » qu'accompagneraient un « débat national » et une « convention citoyenne »[13]. Beaucoup de mots et d'espace médiatique[14] pour embrumer les oppositions résolues à l'*e-monde*.

[8]Arnaud Saint-Martin, Facebook, 31 octobre 2025.
[9]Cf. « Participer c'est accepter » et « La CNDP pour les nuls. Pour en finir avec l'imposture des "Autorités administratives indépendantes" », *Aujourd'hui le nanomonde #16*, piecesetmaindoeuvre.com.
[10]Questions au gouvernement, site de l'Assemblée nationale, 13 janvier 2026.
[11]Cf. Page Linkedin de l'association.
[12]Cf. Cahier d'acteurs sur debatpublic.fr.
[13]Cf. Cahier d'acteurs sur debatpublic.fr.
[14]Cf. la tribune parue dans *Le Monde*, « « S'opposer localement à un data center revient à refuser la fuite en avant collective de l'IA, de tous ses impacts sur nos vies », 20 octobre 2026.

Plus experts, la CGT Énergie (c'est-à-dire nucléaire) et le Shift Project (financé par EDF) suggèrent à propos de « Campus IA » une efficace récupération de sa chaleur électrique vers le réseau de chaleur urbain, puis une meilleure prise en compte des conflits d'usages de l'électricité nucléaire avec d'autres industries ou d'autres besoins essentiels[15]. L'écologie industrielle du Shift Project suggère encore un « refroidissement à air » plutôt qu'à eau.

Abordant le sujet d'un point de vue environnemental hyper localisé, France Nature Environnement (FNE) soulève quant à elle les problèmes de consommations excessives - d'eau, d'électricité, et de terres arables - mais aussi les questions de nuisances sonores, de pollutions dues au chantier, et laisse entendre qu'un autre « Campus IA » est possible, mais ailleurs.

Conclusion de la CNDP : la participation a certes été modérée, mais des recommandations ont été communiquées, des questions soulevées, des précisions apportées, etc., tout s'est déroulé comme prévu, la préfecture peut mener sa propre concertation. Le 12 juin suivant, E-Macron annonce 45 autres milliards pour trois *data centers* géants dans les Hauts-de-France, dont le plus gros à Dunkerque (1,3Gw) s'ajoutera aux deux *gigafatories* et hauts-fourneaux électriques d'Arcelor. Les turbines vont chauffer.

Les projets pleuvent, les librairies débordent de livres sur l'I.A, les assos ont affûté leurs arguments, si bien que La France « insoumise » inspirée des préconisations précédentes se présente à la rentrée 2026 avec une proposition de loi pour « le développement de systèmes d'intelligence artificielle éthique ». Manuel Bompard, coordinateur (non élu) de LFI, docteur en mathématiques qui débuta sa carrière dans l'optimisation industrielle par I.A. pour Airbus, Dassault, Michelin, EDF, etc., n'en est pas l'auteur. L'initiative revient à un autre mathématicien, René Pilato, dont le c.v. le destinait à l'éthique industrielle :

> « J'ai travaillé dix ans dans l'aéronautique, au sein d'un bureau de recherche, au niveau spatial, aéronautique et armement. Ce que j'avais trouvé formidable à l'époque, c'est que, quand Boeing, Douglas ou Airbus rencontraient des problèmes, ils les signalaient de manière publique, et cela permettait à tout le monde de monter le niveau de sécurité aérienne. [...] Je me suis inspiré de ce mode de fonctionnement, car si nous mettons des IA à disposition du grand public, celles-ci doivent pouvoir être testées et vérifiées[16]. »

Le scandale écologique de Boeing ou Airbus n'a jamais résidé dans leurs failles de sécurité, mais dans leur façon trop sécurisée de réchauffer l'atmosphère, détruire les cultures et standardiser les paysages. Le problème, c'est le transport de masse.
Bref. La proposition de loi « insoumise » pour une « IA éthique » s'inspire des lois de bioéthique et de la Commission nationale informatique et libertés (Cnil) pour « encadrer » l'activité industrielle et non la « stopper ». Effectivement : la loi de bioéthique a-t-elle jamais gêné la manipulation génétique du vivant, et la Cnil le déploiement des milliards de mouchards numériques ? Certes non.

> « Cette expansion technologique [de l'IA] porte en elle des promesses réelles. En automatisant des tâches répétitives ou complexes, l'intelligence artificielle offre une opportunité de soulager la ''charge mentale'' collective et de libérer du temps pour la créativité et l'épanouissement humain. [...] Toutefois, cette fuite en avant des

[15]Cf. Cahiers d'acteurs sur debatpublic.fr.
[16]« Pour encadrer l'IA, La France insoumise convoque Isaac Asimov », *Actualitté,* 24 septembre 2026.

investissements et des capacités de calcul s'accompagne de risques systémiques qu'il appartient au législateur d'appréhender. » Tels que des biais discriminatoires ou racistes, des manipulations diverses, des usages criminogènes, des artistes spoliés, etc.

Cette loi « ne vise pas à entraver la recherche, mais à lui imposer une boussole éthique », pour le bien de tous et de l'industrie numérique en particulier, entendu que : « L'éthique n'est pas un frein au développement, elle en est le moteur. »
Le paradis terrestre – l'abondance, le travail facile et la créativité sans brides –, toujours à portée de pelle mais toujours repoussé, ne s'annonce jamais aussi grandiose que dans la bouche d'un mathématicien bolchevique. Cette fuite en avant technologique mâtinée d'éthique, de sobriété, de socialisme, remonte à cette passionnante histoire de la cybernétique soviétique qu'il eut été déchirant d'écarter.

L'ingénieur rouge du cyber-communisme

On a déjà évoqué les deux cybernéticiens organiques du mouvement « insoumis », David Keucheyan et Cédric Durand, défenseurs de l'« écosocialisme » chinois[17]. Là-bas, en Chine, le Parti mène la planification écologique depuis la « Commission de développement et de réforme » jusqu'au « sein des entreprises elles-mêmes », et le consommateur connecté intervient comme boucle de rétroaction[18]. Pinduoduo, l'équivalent d'Amazon, récompensant les achats groupés, le consommateur est incité à proposer des produits à ses amis, et ses traces numériques, suggestions, avis et commentaires, seraient autant de *feedbacks* permettant à la plateforme de s'adapter aux besoins. Ce pilotage chinois de l'économie par un État cybernétique omniscient rappelle les vœux d'Engels lui-même :

> « La société sera obligée de savoir combien de travail il faut pour produire chaque objet d'usage. Elle aura à dresser le plan de production d'après les moyens de production, dont font tout spécialement partie les forces de travail. Ce sont, en fin de compte, les effets utiles des divers objets d'usage, pesés entre eux et par rapport aux quantités de travail nécessaires à leur production, qui détermineront le plan. Les gens régleront tout très simplement sans intervention de la fameuse "valeur"[19]. »

Ce *revival* bolchevique s'explique par le passé trotskyste de Jean-Luc Mélenchon et son militantisme depuis 2012 en faveur de la « planification écologique ». On s'était étonné à l'époque du retour de la planification[20], d'autres ont raillé ses appels holographiques à la conquête spatiale, au « dépassement des frontières de l'intelligence », et même à la « recherche publique pour l'humanité augmentée[21] ».
Le dernier haut-parleur de cette singulière *Cybérie* s'appelle Irénée Régnauld. Intellectuel de parti, diplômé en *International Business* et consultant pendant 15 ans en transformation digitale, il est désormais « *PhD Researcher* » en sociologie[22]. Il avait commis en 2024 avec le député Arnaud Saint-Martin cité plus haut un traité délirant en faveur d'une conquête

[17] *Deux écologies irréconciliables*, op. cit.
[18] Cédric Durand et Razmig Keucheyan, *Comment bifurquer. Les principes de la planification écologique*, éditions Zones (La Découverte), 2024, p. 210.
[19] *L'Anti-Dürhing*, 1877.
[20] Tomjo, *L'Enfer vert*, suivi de *Critique de la planification écologique*, L'Échappée, 2013, ou sur piecesetmaindoeuvre.com.
[21] Jean-Luc Mélenchon, « La France aux frontières de l'humanité » dans *L'avenir en commun*, Seuil, 2017.
[22] Nicolas Casaux, « Irénée Régnauld fait bien son boulot », partage-le.com, 19 septembre 2026.

spatiale socialiste garantié « sobre et soutenable »[23] ; il revient avec une I.A. « insoumise » dirigée par les ingénieurs « insoumis » :

> « dans l'éventualité d'une prise de pouvoir de la gauche [aux présidentielles de 2027], une bifurcation massive de ce secteur n'aurait rien d'utopique. Elle est même socialement et politiquement concevable. Dans le dur : reconstruire des capacités publiques dans l'informatique, rapatrier toutes les fonctions stratégiques aujourd'hui externalisées. Cela peut passer, par exemple, par la nationalisation – voire la socialisation – de segments entiers du conseil et des services numériques clés (la santé serait un bon début, avec Doctolib) : fonctionnariser des équipes et les redéployer, garantir des carrières et des mobilités attractives, et les assortir de mandats explicites de service public en rupture avec les paramètres du néolibéralisme. [...] Cela suppose de doter ces ingénieur·ses d'un statut à la mesure de leur rôle politique[24]. »

Le parallèle historique s'impose tant le socialisme a toujours été un Appel aux ingénieurs : « Les décisions seront prises par ceux qui détiennent le savoir et non plus par les propriétaires de biens ; le droit de parler et de décider appartiendront à ceux qui savent de quoi ils parlent », avaient observé en 1974 deux sociologues hongrois, Gyorgy Konrád et Ivan Szelénji, dans *La Marche au pouvoir des intellectuels*[25]. Ce *putsch* technocratique, disaient-ils, est inéluctable dans un système de « redistribution rationnelle et planifiée » tel que celui du bloc soviétique. Mais l'anarchiste Makhaïski avait prédit le même sort aux pays socialistes dès le début du XX^{ème}[26].

Un article de la revue *L'Histoire* intitulé « URSS : les ingénieurs prennent le pouvoir[27] » affirme que dès les années 1930, près de 80 % des membres du *politburo* du Parti communiste soviétique appartiennent à « l'intelligentsia technique », cette classe d'ingénieurs, agronomes, scientifiques, qui a charge de conduire l'économie à la place des capitalistes. Le phénomène s'est installé avec l'industrialisation forcée – si tant est que l'industrie puisse s'imposer autrement que par la force : le nombre d'ingénieurs est passé de 15 000 en 1917 à 150 000 en 1941. Nikita Khrouchtchev, président de 1958 à 1964, était lui-même ingénieur informaticien. Son successeur Leonid Brejnev, chef de l'État de 1964 à 1982, était ingénieur métallurgiste. Leur premier ministre Alexis Kossyguine de 1960 à 1980, ingénieur textile :

> « Tous partagent une vision du monde caractérisée par quelques idées-forces, conclut l'article : le fétichisme de l'État, sujet de la société et moteur des transformations sociales ; la théorie de la révolution par en haut. [...] Cette idéologie légitime la domination de ''l'intelligentsia technique'' sur l'État exalté comme le seul propriétaire des moyens de production. »

La cybernétique, science du gouvernement, était dans ces conditions destinée à s'appliquer en union soviétique mieux qu'ailleurs. D'abord décriée comme « science bourgeoise » et « utopie impérialiste réactionnaire », la cybernétique se révèle très vite l'outil idéal pour bâtir une société communiste[28].
Son premier promoteur, Anatoly Kitov, est l'alter-ego soviétique de l'américain Wiener. Lui aussi est informaticien spécialisé dans le calcul des trajectoires des missiles, lui aussi utilise le

---

[23]Cf. Nicolas Casaux, « Avec Irénée Régnauld, pour une industrie aérospatiale ''sobre et soutenable'' », partage-le.com, 17 juillet 2025.
[24]*La Sommation technologique au temps des catastrophes*, La Fabrique, 2026.
[25]*La Marche au pouvoir des intellectuels. Le cas des pays de l'est*, Seuil, 1979, p. 204.
[26]*Le socialisme des intellectuels*, textes traduits et présentés par Alexandre Skirda, Seuil, 1979.
[27] Eric Vigne, *L'Histoire* n°26, septembre 1980.
[28]Cf. Benjamin Peters, « Normalizing Soviet Cybernetics », *Information & Culture: A Journal of History*, 2012.

premier ordinateur national, le STRELA, à cet usage spécifique, et lui aussi coopère avec des informaticiens du programme atomique. Kitov inaugure la cybernétique soviétique par une série d'articles qu'il signe avec le mathématicien Sergueï Sobolev, directeur de l'Institut Kurchatov, l'équivalent de notre CEA : « L'automatisation, dans une société socialiste, sert à faciliter et à accroître la productivité humaine », concluent-ils dans l'un d'eux[29]. Soit à répondre à leur obsession maladive pour la production et les objectifs de production.
Kitov publie en 1956 le premier ouvrage de cybernétique soviétique, *Machines électroniques numériques*, dans lequel il insiste sur l'usage de l'informatique dans la planification et l'automatisation industrielle. Le livre est traduit en anglais, allemand, chinois, polonais, et diffusé jusqu'aux États-Unis.

En même temps qu'il crée le KGB (1954), Khrouchtchev crée un Ministère de l'automation et des systèmes de contrôle (1955), et Kitov, lui, élabore un réseau informatique national ancêtre d'Internet. Il serait composé de centres informatiques régionaux, reliés à un calculateur central, afin de consigner et traiter toutes les données économiques et militaires du pays. Qui consomme quoi ? Les objectifs de production ont-ils été atteints ? Kitov réalise le *Big Brother* d'Orwell, et le cybercomunisme sera un bagne industriel sans échappatoire.

> « Compte tenu de l'importance exceptionnelle du développement informatique pour l'économie nationale et la défense de l'État, écrit Kitov, et considérant également l'augmentation constante de la production de ces moyens de calcul, la nécessité d'un contrôle centralisé des centres de calcul de toutes sortes et de toutes catégories [...] s'impose[30]. »

Plus d'ordinateurs, permettront de produire *plus*, nécessitant dés lors *plus* d'ordinateurs. Macron n'aurait pas dit mieux. Le camarade informaticien Khrouchtchev est d'accord et tient ce discours d'avant-garde devant le XXII[ème] congrès du Parti communiste, en 1961 :

> « Il est impératif d'organiser une application plus large de la cybernétique, du calcul électronique, et des installations de contrôle dans la production, le travail de recherche, la rédaction et la conception, la planification, la comptabilité, les statistiques et la gestion. »

Khrouchtchev valide l'année suivante – pendant qu'il affrète ses missiles nucléaires vers Cuba – le Projet « OGAS » du cybernéticien Viktor Gloushkov, un Système national automatisé de calcul et de traitement des besoins et ressources industrielles, autre précurseur d'Internet.
L'engouement pour la cybernétique est frénétique en Russie soviétique. Tout savoir tout le temps, tout diriger tout le temps, la science de l'information peut tout ! La presse russe s'entiche des « machines communistes[31] » : quelle frontière résistera à une société cybernétique ? La conquête spatiale ? Le don d'ubiquité ? La vie éternelle ?

Le Conseil scientifique de la cybernétique accueille en juin 1962 un millier de chercheurs pour une Conférence internationale à Moscou. Son président Aksel Berg, ancien Ministre de l'électricité de Staline, qui en 1942 installa les radars sur les engins volants et sous-marins, fantasme sur l'automatisation généralisée dans une série d'articles intitulée *La cybernétique au service du communisme* : « Aussi étrange que cela puisse paraître à certains conservateurs qui refusent de comprendre les vérités élémentaires, nous construirons le communisme sur la base de l'utilisation la plus large possible de machines électroniques, capables de traiter

[29]« Les principales caractéristiques de la cybernétique », *Voprosy filosofii,* 1955.
[30]« L'ordinateur : un assistant indispensable », 12 juillet 1960.
[31]Cf. « Normalizing Soviet Cybernetics », *art. cit.*

d'énormes quantités d'informations technologiques, économiques et biologiques dans les plus brefs délais. Ces machines, justement appelées "machines cybernétiques", résoudront le problème de la planification et du contrôle optimaux et continus. »
Rien n'échappera à la puissance de calcul des ordinateurs – ni la société, ni la physique, ni la biologie. Le sur-homme aura des membres de fer, un cerveau-calculateur, et il sera soviétique – à défaut d'être poète :

> « La conquête de l'espace, par exemple, aurait été pratiquement inconcevable sans l'utilisation des mathématiques et des dispositifs cybernétiques [. . .]. La chimie et la physique ainsi que certains problèmes de biologie peuvent être résolus avec la même précision que les problèmes de thermodynamique ou de physique quantique. [...]
> Les mains tant du musicien que du sculpteur, créant la vie, sont capables de réaliser des mouvements seulement purement mécaniques qui, au sens strict, peuvent être sujets à l'analyse mathématique et exprimés par une formule. »

Le projet OGAS, ambitieux, est plus cher que les programmes atomique et spatial réunis ; il est abandonné en 1970. Heureux les dissidents et les tire-au-flanc qui devaient déjà se cacher des mouchards et des micros. Mais d'autres réseaux s'inventent évidemment. Le premier équivalent russe d'Internet permet à partir de 1978 l'échange de données scientifiques, Kitov quant à lui centralise et informatise les dossiers médicaux, et Berg travaille à la traduction automatique et à l'enseignement à distance.

Le goulag numérique n'est donc pas un projet techno-fasciste ou techno-bolchevique ou techno-libéral. Tout connaître pour tout maîtriser est le projet cybernétique *lui-même*, sa raison d'être et son destin : la puissance industrielle réclame une science du gouvernement infaillible. Si on est écologiste, qu'on se prétend « technocritique » voire « insoumis », en tout cas attaché à la nature et à la liberté, on refuse l'IA, surtout quand elle se prétend « éthique ».

Tomjo

Nota bene : le programme « PRISM » d'espionnage électronique qui a collecté les communications numériques et téléphoniques de millions de citoyens et de chefs d'État, a été créé sous la présidence de George Bush et reconduit par Obama. Edward Snowden, un dissident américain, l'a révélé en 2012. Ce n'est pas l'affreux Trump fasciste qui a annulé son passeport sans décision de justice et laissé courir toutes les rumeurs d'assassinat et d'enlèvement, mais le sympathique et démocrate Obama.